



TRANSAT A.T. INC.
DEUXIÈME RAPPORT TRIMESTRIEL
Période terminée le 30 avril 2017

Relations avec les investisseurs
M. Denis Pétrin
Chef de la direction financière
relationsinvestisseurs@transat.com

Symbole boursier
TSX: TRZ

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour le trimestre clos le 30 avril 2017, par rapport au trimestre clos le 30 avril 2016 et doit être lu avec les états financiers audités de l'exercice clos le 31 octobre 2016, les notes y afférentes et le rapport annuel de 2016, y compris le rapport de gestion et la section sur les risques et incertitudes. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour, à la suite du premier trimestre, de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2016. Les risques et incertitudes énoncés dans ce dernier sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 15 mars 2017. Vous trouverez de plus amples renseignements à notre sujet dans le site Web de Transat à l'adresse www.transat.com et dans le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com, dont les lettres d'attestation pour le trimestre clos le 30 avril 2017 et la notice annuelle pour l'exercice clos le 31 octobre 2016.

Nos états financiers sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financières (« IFRS »). Ce rapport de gestion présente parfois des mesures financières non normalisées selon les IFRS. Se référer à la section Mesures financières non normalisées selon les IFRS pour plus de détails. Tous les montants présentés dans ce rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions « Transat », « nous », « notre », « nos » ou la « Société », sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

AVERTISSEMENT EN CE QUI CONCERNE LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la Société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « avoir l'intention de », « viser », « projeter », « prévoir », ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes en vigueur. Ces déclarations peuvent porter, sans toutefois s'y limiter, sur des observations concernant les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir.

Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons comprenant, sans toutefois s'y limiter, les conditions météorologiques extrêmes, les prix du carburant, les conflits armés, les attentats terroristes, les conditions du secteur du marché et de l'économie en général, l'apparition de maladies, l'évolution de la demande compte tenu du caractère saisonnier du secteur, la capacité de réduire les coûts d'exploitation et les effectifs, les relations de travail, les négociations collectives et les conflits de travail, les questions de retraite, les taux de change et d'intérêt, la disponibilité du financement dans le futur, l'évolution de la législation, des développements ou procédures réglementaires défavorables, les litiges en cours et les poursuites intentées par des tiers, ainsi que d'autres risques expliqués en détail de temps à autre dans les documents d'information de la Société.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Lorsqu'elle a fait des déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion, la Société a fait un certain nombre d'hypothèses sur l'économie, le marché, les activités, la situation financière, les opérations et les déclarations prospectives.

À titre d'exemples de déclarations prospectives citons, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant :

- La perspective selon laquelle la Société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.
- La perspective selon laquelle la Société prévoit que pour le second semestre, l'impact de la hausse du coût du carburant, combinée à la variation des devises, n'entraînera pas de hausse des charges opérationnelles par rapport à l'année dernière.
- La perspective selon laquelle la Société prévoit au deuxième semestre des résultats globaux similaires à ceux de l'an dernier.

En faisant ces déclarations, la Société a supposé, entre autres, que les voyageurs continueront de voyager, que les facilités de crédit continueront d'être disponibles comme par le passé, que la direction continuera de gérer les fluctuations de trésorerie pour financer ses besoins en fonds de roulement pour l'exercice complet et que les prix du carburant, les taux de change, les coûts d'hôtels et autres coûts terrestres demeureront stables. Si ces hypothèses se révèlent incorrectes, les résultats réels et les développements pourraient différer considérablement de ceux envisagés dans les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion.

La Société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.

Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport de gestion, et représentent les attentes de la Société à cette date. La Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

MESURES FINANCIÈRES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

Ce rapport de gestion est préparé à partir des résultats et des informations financières établis selon les IFRS. En plus des mesures financières selon les IFRS, la direction utilise d'autres mesures non normalisées selon les IFRS afin de mesurer le rendement opérationnel de la Société. Il est probable qu'on ne puisse comparer les mesures financières non normalisées selon les IFRS qu'utilise la Société avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs, ou celles utilisées par des analystes financiers puisque leurs mesures peuvent avoir des définitions différentes. Les mesures utilisées par la Société ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement financier calculées selon les IFRS.

Généralement, une mesure financière non normalisée selon les IFRS s'entend d'une mesure chiffrée de la performance financière, de la situation financière ou des flux de trésorerie, antérieurs ou futurs, d'une société qui n'est pas calculée selon les IFRS, ni reconnue par ces dernières. La direction croit que les mesures financières non normalisées selon les IFRS sont importantes puisqu'elles permettent aux utilisateurs de nos états financiers consolidés de mieux comprendre les résultats de nos opérations récurrentes et les tendances connexes, tout en améliorant la transparence et la clarté de nos résultats opérationnels. La direction croit également que ces mesures sont utiles afin de mesurer la capacité de la Société de s'acquitter de ses obligations financières.

En excluant de nos résultats les éléments qui découlent principalement de décisions stratégiques à long terme et/ou qui ne reflètent pas, à notre avis, notre rendement opérationnel de la période, dont la variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés, les charges de restructuration, la dépréciation du goodwill, l'amortissement et autres éléments inhabituels importants, nous croyons que notre rapport de gestion aide les utilisateurs à mieux analyser nos résultats ainsi que notre capacité à générer des flux de trésorerie opérationnels. De plus, l'utilisation de mesures non conformes aide les utilisateurs à comparer nos résultats de façon plus pertinente d'une période à l'autre ainsi qu'avec ceux d'autres entreprises de notre secteur.

Les mesures non normalisées selon les IFRS utilisées par la Société sont les suivantes :

Résultat d'exploitation ajusté (perte d'exploitation ajustée)	Résultat d'exploitation (perte d'exploitation) avant charge d'amortissement, charge de restructuration, paiements forfaitaires liés à des conventions collectives et autres éléments inhabituels importants et incluant les primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période. La Société utilise cette mesure pour évaluer le rendement opérationnel de ses activités avant les facteurs mentionnés précédemment, afin d'assurer une meilleure comparabilité des résultats financiers.
Résultat ajusté (perte ajustée) avant charge d'impôts	Résultat avant charge d'impôt (perte avant charge d'impôts) avant variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés, gain (perte) à la cession d'une filiale, charge de restructuration, paiements forfaitaires liés à des conventions collectives, dépréciation d'actifs et autres éléments inhabituels importants et incluant les primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période. La Société utilise cette mesure pour évaluer le rendement financier de ses activités avant les facteurs mentionnés précédemment, afin d'assurer une meilleure comparabilité des résultats financiers.
Résultat net ajusté (perte nette ajustée)	Résultat net (perte nette) attribuable aux actionnaires avant résultat net lié aux activités abandonnées, variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés, gain (perte) à la cession d'une filiale, charge de restructuration, paiements forfaitaires liés à des conventions collectives, dépréciation d'actifs et autres éléments inhabituels importants et incluant les primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période, net des impôts y afférents. La Société utilise cette mesure pour évaluer le rendement financier de ses activités avant les facteurs mentionnés précédemment, afin d'assurer une meilleure comparabilité des résultats financiers. Le résultat net ajusté est également utilisé dans le calcul de la rémunération variable des employés et des membres de la haute direction.
Résultat net (perte nette) ajusté par action	Résultat net ajusté (perte nette ajustée) divisé par le nombre moyen pondéré ajusté d'actions en circulation servant au calcul du résultat dilué par action.
Contrats de location simple ajustés	Charge de loyers d'aéronefs des quatre derniers trimestres multipliée par 5.
Dettes totales	Dettes à long terme plus le montant des contrats de location simple ajustés. La direction utilise la dette totale pour évaluer le niveau d'endettement, les besoins futurs de liquidités et le levier financier de la Société. La direction croit que cette mesure est utile afin d'évaluer la capacité de la Société à respecter ses engagements financiers actuels et futurs.
Dettes totales nettes	Dettes totales (décrites ci-haut) moins la trésorerie et équivalents de trésorerie. La dette totale nette est utilisée afin d'évaluer la situation de trésorerie par rapport au niveau d'endettement de la Société. La direction croit que cette mesure est utile afin d'évaluer la capacité de la Société à respecter ses engagements financiers actuels et futurs.

Les tableaux suivants présentent les rapprochements des mesures financières non normalisées avec les mesures financières les plus comparables des IFRS :

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2017 \$	2016 \$	2017 \$	2016 \$
Résultat d'exploitation	(15 061)	(13 701)	(65 732)	(54 243)
Amortissement	17 152	11 718	31 358	23 224
Primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période	(583)	(3 019)	(1 197)	(5 666)
Résultat d'exploitation ajusté	1 508	(5 002)	(35 571)	(36 685)
Résultat avant charge d'impôts	(11 616)	(34 763)	(56 727)	(106 819)
Variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés	930	3 877	(3 874)	37 964
Perte sur cession d'une filiale	—	843	—	843
Dépréciation d'actifs	—	15 809	—	15 809
Primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période	(583)	(3 019)	(1 197)	(5 666)
Résultat ajusté avant charge d'impôts	(11 269)	(17 253)	(61 798)	(57 869)
Résultat net (perte nette) attribuable aux actionnaires	(8 354)	(24 952)	(40 427)	(86 107)
Perte nette (résultat net) lié aux activités abandonnées	—	(381)	—	7 380
Variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés	930	3 877	(3 874)	37 964
Perte sur cession d'une filiale	—	843	—	843
Dépréciation d'actifs	—	15 809	—	15 809
Primes relatives aux dérivés liés au carburant et autres dérivés arrivés à échéance au cours de la période	(583)	(3 019)	(1 197)	(5 666)
Incidence fiscale	(93)	(4 045)	1 359	(12 471)
Résultat net ajusté	(8 100)	(11 868)	(44 139)	(42 248)
Résultat net ajusté	(8 100)	(11 868)	(44 139)	(42 248)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du résultat dilué par action	36 937	36 736	36 909	36 999
Résultat net ajusté par action	(0,22)	(0,32)	(1,20)	(1,14)
			Au 30 avril 2017 \$	Au 31 octobre 2016 \$
Loyers d'aéronefs des quatre derniers trimestres			138 253	135 813
Multiple			5	5
Contrats de location simple ajustés			691 265	679 065
Dette à long terme			—	—
Contrats de location simple ajustés			691 265	679 065
Dette totale			691 265	679 065
Dette totale			691 265	679 065
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(566 288)	(363 664)
Dette totale nette			124 977	315 401

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 avril				Semestres clos les 30 avril			
	2017 \$	2016 \$	Écart \$	Écart %	2017 \$	2016 \$	Écart \$	Écart %
États des résultats consolidés								
Revenus	884 310	888 221	(3 911)	(0,4)	1 573 642	1 613 944	(40 302)	(2,5)
Résultat d'exploitation	(15 061)	(13 701)	(1 360)	(9,9)	(65 732)	(54 243)	(11 489)	(21,2)
Résultat net attribuable aux actionnaires	(8 354)	(24 952)	16 598	66,5	(40 427)	(86 107)	45 680	53,1
Résultat de base par action	(0,23)	(0,68)	0,45	66,2	(1,10)	(2,33)	1,23	52,8
Résultat dilué par action	(0,23)	(0,68)	0,45	66,2	(1,10)	(2,33)	1,23	52,8
Résultat d'exploitation ajusté ¹	1 508	(5 002)	6 510	130,1	(35 571)	(36 685)	1 114	3,0
Résultat net ajusté ¹	(8 100)	(11 868)	3 768	31,7	(44 139)	(42 248)	(1 891)	(4,5)
Résultat net ajusté par action ¹	(0,22)	(0,32)	0,10	31,3	(1,20)	(1,14)	(0,06)	(5,3)
États des flux de trésorerie consolidés								
Activités d'exploitation	138 617	31 396	107 221	341,5	255 000	165 651	89 349	53,9
Activités d'investissement	(28 942)	(8 899)	(20 043)	(225,2)	(53 228)	(24 685)	(28 543)	(115,6)
Activités de financement	(1 314)	(3 445)	2 131	61,9	(1 671)	(8 119)	6 448	79,4
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	3 100	(6 035)	9 135	151,4	2 523	(6 276)	8 799	140,2
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie liée aux activités poursuivies	111 461	13 017	98 444	756,3	202 624	126 571	76 053	60,1
États de la situation financière consolidés								
Trésorerie et équivalents de trésorerie					566 288	363 664	202 624	55,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés (courant et non courant)					224 516	338 581	(114 065)	(33,7)
					790 804	702 245	88 559	12,6
Actif total					1 392 543	1 277 420	115 123	9,0
Dette à long terme					—	—	—	—
Dette totale ¹					691 265	679 065	12 200	1,8
Dette totale nette ¹					124 977	315 401	(190 424)	(60,4)

¹ VOIR SECTION MESURES FINANCIÈRES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

APERÇU

ACTIVITÉ PRINCIPALE

Transat est un voyageur international intégré. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et nous commercialisons nos services en Amérique et en Europe. En tant que voyageur, Transat a pour activité principale l'élaboration et la commercialisation de services de voyages vacances, sous forme de forfaits ou non. Nous agissons à la fois comme voyageur expéditeur et comme voyageur réceptif en regroupant des services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre principalement au Canada, en France, au Royaume-Uni et dans dix autres pays européens, directement ou par le biais d'intermédiaires, dans le cadre d'une stratégie multicanal. Transat est aussi un distributeur au détail, aussi bien en ligne que par l'entremise d'agences de voyages, dont certaines lui appartiennent. Transat s'appuie sur sa filiale Air Transat pour une proportion importante de ses besoins, mais a également recours à d'autres compagnies aériennes, lorsque nécessaire. Transat offre des services à destination au Canada, au Mexique, en République dominicaine et en Jamaïque. Transat détient des participations dans des entreprises hôtelières qui possèdent, exploitent ou gèrent des propriétés au Mexique, à Cuba et en République dominicaine.

VISION

Leader du voyage vacances, Transat entend poursuivre son développement en inspirant confiance aux voyageurs et en leur proposant une expérience à la fois exceptionnelle, chaleureuse et sûre. Nos clients sont notre raison d'être et le développement responsable du tourisme est notre passion. Nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyageur intégré, spécialisé dans les voyages vacances.

STRATÉGIE

Pour concrétiser la vision qu'elle s'est donnée, la Société a considérablement amélioré son efficacité au chapitre des opérations aériennes et a lancé des initiatives technologiques pour devenir plus efficace en tant que distributeur. La stratégie prévoit également la pénétration de nouveaux marchés-sources et l'offre de nouvelles destinations, la priorité allant à des marchés où Transat est susceptible de recruter une clientèle pour ses destinations traditionnelles, afin d'augmenter son pouvoir d'achat sur ces destinations. En parallèle, grâce à des investissements ciblés en technologie et à des gains d'efficacité, Transat entend améliorer son résultat d'exploitation et maintenir ou accroître ses parts de marché sur tous ses marchés. Au vu et au su de la tendance du développement durable dans l'industrie du voyage vacances et dans le monde du transport aérien, Transat a entrepris d'adopter des pratiques d'avant-garde en matière de responsabilité d'entreprise et de tourisme durable.

Pour l'exercice 2017, les objectifs que Transat poursuit, tel que déterminés en début d'exercice, sont les suivants :

1. Améliorer la compétitivité de nos activités de distribution, notamment en renforçant notre offre de produits et notre réseau, en continuant d'accroître nos ventes contrôlées et de nous rapprocher de nos clients, et en optimisant la gestion de nos revenus.
2. Continuer d'accroître l'efficacité opérationnelle d'Air Transat et de planifier en vue de l'optimisation et du renouvellement de notre flotte.
3. Étendre notre présence dans les hôtels et acquérir davantage de compétences en gestion hôtelière.
4. Poursuivre nos efforts d'amélioration des marges unitaires et de réduction des coûts.
5. Continuer de stimuler la mobilisation des employés.

Les principaux inducteurs de performance sont notre résultat d'exploitation ajusté, notre part de marché et la croissance de nos revenus. Ils sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs. Nos ressources financières comprennent principalement notre trésorerie non détenue en fiducie ou autrement réservée et l'accès aux soldes inutilisés de nos facilités de crédit. Nos ressources non financières comprennent notre marque, notre structure, nos ressources humaines et nos relations avec nos fournisseurs.

ACQUISITIONS ET CESSIONS D'ENTREPRISES

Le 3 avril 2017, la Société a pris une participation dans un hôtel opérant sous le nom Rancho Banderas All Suite Resort sur la côte Pacifique, à Puerto Vallarta, en acquérant 50 % de la société mexicaine Desarrollo Transimar S.A. de C.V. [« Desarrollo »], qui en est propriétaire et exploitant, pour une contrepartie de 10,0 millions \$ US [13,4 millions \$], dont 9,5 millions \$ US [12,8 millions \$] a été versé en trésorerie et 0,5 million \$ US [0,7 million \$] est inclus dans les fournisseurs et autres créditeurs au 30 avril 2017. Ce montant est payable sous certaines conditions. Cette participation dans une coentreprise est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

Le 21 décembre 2016, suite à l'exercice par l'actionnaire minoritaire de la filiale Jonview Canada inc. de son option de vente, la Société a conclu l'achat de 19,93% des actions de sa filiale Jonview Canada Inc., qui exploite des activités de voyageur réceptif au Canada, portant sa participation dans sa filiale à 100%. La contrepartie totale en trésorerie s'est établie à 5,0 millions \$, soit la juste valeur de l'option de vente au moment de la transaction. De plus, la participation ne donnant pas le contrôle a été décomptabilisée et aucun impact n'a été comptabilisé aux états consolidés des résultats.

ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 31 octobre 2016, Transat A.T. inc. a conclu la vente de ses activités de voyageur en France (Transat France) et en Grèce (Tourgreece) pour la somme de 63,4 millions € [93,3 millions \$] à la multinationale de tourisme TUI AG. Le 27 janvier 2017, TUI AG a confirmé que le prix d'achat ne donnerait lieu à aucun ajustement lié au fonds de roulement à la suite de la clôture définitive des comptes et de leur certification.

Au 30 avril 2016, les activités de voyageur en France et en Grèce étaient identifiées comme étant des activités abandonnées, et leurs actifs comme détenus en vue de la vente.

La cession de Transat France et de Tourgreece ne change rien au programme transatlantique de Transat et n'aura pas d'impact sur les activités d'Air Transat.

ACTIVITÉS CONSOLIDÉES

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 avril				Semestres clos les 30 avril			
	2017 \$	2016 \$	Écart \$	Écart %	2017 \$	2016 \$	Écart \$	Écart %
Activités poursuivies								
Revenus	884 310	888 221	(3 911)	(0,4)	1 573 642	1 613 944	(40 302)	(2,5)
Coûts liés à la prestation de								
services touristiques	462 931	492 725	(29 794)	(6,0)	834 937	902 138	(67 201)	(7,4)
Salaires et avantages du personnel	90 824	91 829	(1 005)	(1,1)	180 501	177 020	3 481	2,0
Carburant d'aéronefs	84 105	74 337	9 768	13,1	147 811	135 747	12 064	8,9
Entretien d'aéronefs	51 783	36 819	14 964	40,6	94 583	76 772	17 811	23,2
Loyer d'aéronefs	37 361	38 749	(1 388)	(3,6)	73 464	71 024	2 440	3,4
Commissions	40 120	39 886	234	0,6	68 911	68 872	39	0,1
Frais d'aéroports et de navigation	32 456	31 648	808	2,6	56 560	56 456	104	0,2
Autres coûts aériens	55 762	58 255	(2 493)	(4,3)	98 516	102 032	(3 516)	(3,4)
Autres	32 740	32 212	528	1,6	62 179	63 089	(910)	(1,4)
Quote-part du résultat net d'une								
entreprise associée								
et d'une coentreprise	(5 863)	(6 256)	393	6,3	(9 446)	(8 187)	(1 259)	(15,4)
Amortissement	17 152	11 718	5 434	46,4	31 358	23 224	8 134	35,0
Charges d'exploitation	899 371	901 922	(2 551)	(0,3)	1 639 374	1 668 187	(28 813)	(1,7)
Résultat d'exploitation	(15 061)	(13 701)	(1 360)	(9,9)	(65 732)	(54 243)	(11 489)	(21,2)
Coûts de financement	455	535	(80)	(15,0)	899	921	(22)	(2,4)
Revenus du financement	(1 843)	(1 946)	103	5,3	(3 600)	(3 727)	127	3,4
Variation de la juste valeur								
des dérivés liés au carburant								
et autres dérivés	930	3 877	(2 947)	(76,0)	(3 874)	37 964	(41 838)	(110,2)
Perte (gain) de change sur les								
éléments monétaires non courants	(2 987)	1 944	(4 931)	(253,7)	(2 430)	766	(3 196)	(417,2)
Perte sur cession d'une filiale	—	843	(843)	(100,0)	—	843	(843)	(100,0)
Dépréciation d'actifs	—	15 809	(15 809)	(100,0)	—	15 809	(15 809)	(100,0)
Résultat avant charge d'impôts	(11 616)	(34 763)	23 147	66,6	(56 727)	(106 819)	50 092	46,9
Impôts sur les bénéfices (récupération)								
Exigibles	(2 866)	(9 168)	6 302	68,7	(17 803)	(21 819)	4 016	18,4
Différés	(2 595)	(1 778)	(817)	(46,0)	(1 715)	(9 142)	7 427	81,2
	(5 461)	(10 946)	5 485	50,1	(19 518)	(30 961)	11 443	37,0
Résultat net lié aux activités								
poursuivies	(6 155)	(23 817)	17 662	74,2	(37 209)	(75 858)	38 649	50,9
Activités abandonnées								
Résultat net lié aux activités								
abandonnées	—	381	(381)	(100,0)	—	(7 380)	7 380	100,0
Résultat net de la période	(6 155)	(23 436)	17 281	73,7	(37 209)	(83 238)	46 029	55,3
Résultat net attribuable aux :								
Actionnaires	(8 354)	(24 952)	16 598	66,5	(40 427)	(86 107)	45 680	53,1
Participations ne donnant pas le								
contrôle	2 199	1 516	683	45,1	3 218	2 869	349	12,2
	(6 155)	(23 436)	17 281	73,7	(37 209)	(83 238)	46 029	55,3

REVENUS

Nous tirons nos revenus des voyageurs expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyageurs réceptifs et des services offerts à destination.

Par rapport à 2016, nos revenus ont diminué de 3,9 millions \$ (0,4 %) pour le trimestre clos le 30 avril 2017 et de 40,3 millions \$ (2,5 %) pour le semestre. Pour le trimestre, la diminution est due à une proportion supérieure de vols vendus sans portion terrestre par rapport aux forfaits comparativement à 2016, malgré un nombre de voyageurs en hausse de 0,3 % sur le marché des destinations soleil, notre principal marché pour cette période. La diminution a aussi été atténuée par l'augmentation de notre offre de produits de 9,3 % sur le marché transatlantique, qui a entraîné une hausse du nombre de voyageurs de 8,2 % sur ce marché. De plus, les prix de vente moyens ont augmenté sur l'ensemble de nos marchés.

Pour le semestre, la diminution est principalement due à une proportion supérieure de vols vendus sans portion terrestre par rapport aux forfaits comparativement à 2016. La baisse du nombre de voyageurs de 1,4 % sur le marché des destinations soleil, notre principal marché pour la saison d'hiver, découle de notre décision de réduire de notre offre de produits de 2,3 % sur ce marché. L'effet de cette baisse a été compensé par une augmentation de notre offre de produits de 9,6 % sur le marché transatlantique, qui a entraîné une hausse du nombre de voyageurs de 6,5 %. Les prix de vente moyens ont augmenté sur le marché des destinations soleil et légèrement diminué sur le marché transatlantique.

CHARGES D'EXPLOITATION

Nos charges d'exploitation totales ont diminué de 2,6 millions \$ (0,3 %) pour le trimestre et de 23,0 millions \$ (1,4 %) pour le semestre par rapport à 2016. Pour le semestre, la diminution découle principalement d'une proportion supérieure de vols vendus sans portion terrestre par rapport aux forfaits comparativement à 2016. La diminution a été partiellement compensée par un effet de change défavorable, qui a eu pour effet d'augmenter nos coûts.

COÛTS LIÉS À LA PRESTATION DE SERVICES TOURISTIQUES

Les coûts liés à la prestation de services touristiques sont engagés par nos voyageurs. Ils comprennent le coût des chambres d'hôtels ainsi que le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. Comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice 2016, ces coûts ont diminué de 29,8 millions \$ (6,0 %) pour le trimestre et de 67,2 millions \$ (7,4 %) pour le semestre. Ces diminutions résultent d'une proportion supérieure de vols vendus sans portion terrestre par rapport aux forfaits comparativement à 2016, ainsi que de l'ajout à notre flotte de deux Airbus A330 et d'un Boeing 737 par rapport à 2016, qui a entraîné une diminution des achats de vols de la Société auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. Pour le semestre, la diminution des coûts liés à la prestation de services touristiques est aussi attribuable à notre décision de réduire notre offre de produits de 2,3 % sur le marché des destinations soleil.

SALAIRES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Les salaires et avantages du personnel ont diminué de 1,0 million \$ (1,1 %) pour le trimestre et augmenté de 3,5 millions \$ (2,0 %) pour le semestre, comparativement à 2016. Pour le trimestre, la diminution résulte d'un nombre d'employés inférieur à celui de 2016 dû à la vente de la filiale Travel Superstore le 1^{er} avril 2016 ainsi qu'à la fermeture de centres d'appels durant le troisième trimestre de 2016. Cette diminution a été atténuée par l'embauche de pilotes et de mécaniciens à la suite de l'ajout d'Airbus A330 et de Boeing 737 à notre flotte d'aéronefs et les révisions salariales annuelles. Pour le semestre, l'augmentation découle principalement de l'embauche de pilotes et de mécaniciens à la suite de l'ajout d'Airbus A330 et de Boeing 737 à notre flotte d'aéronefs et des révisions salariales annuelles.

CARBURANT D'AÉRONEFS

La dépense de carburant d'aéronefs a augmenté de 9,8 millions \$ (13,1 %) au cours du trimestre et de 12,1 millions \$ (3,7 %) au cours du semestre, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2016. Ces augmentations résultent principalement de la hausse des indices de prix du carburant sur les marchés, combinée à un effet de change défavorable.

ENTRETIEN D'AÉRONEFS

Les coûts d'entretien d'aéronefs comprennent les frais engagés par Air Transat, principalement pour le maintien en état des moteurs et des cellules. Comparativement à 2016, ces dépenses ont augmenté de 15,0 millions \$ (40,6 %) au cours du trimestre et de 17,8 millions \$ (23,2 %) au cours du semestre. Ces augmentations découlent de la dépréciation du dollar par rapport au dollar américain et de la croissance de notre flotte par rapport à 2016.

LOYER D'AÉRONEFS

En lien avec notre plan stratégique, nous avons mis en place au début de l'exercice 2015 une flotte d'aéronefs flexible. En plus de notre flotte permanente, cette flotte flexible nous permet, entre autres, d'opérer de façon saisonnière une flotte comptant un nombre plus élevé de Boeing 737 pendant la saison d'hiver que pendant la saison d'été.

Pour le trimestre et le semestre, la flotte permanente d'Air Transat compte quatorze Airbus A330, neuf Airbus A310 et sept Boeing 737-800. De ce nombre, deux Airbus A330 et trois Boeing 737-800 sont entrés en service à l'été 2016. Pour le trimestre, la diminution des loyers d'aéronefs de 1,4 million \$ (3,6%) est attribuable à une diminution du nombre de Boeing 737 saisonniers par rapport à 2016. Pour le semestre, l'augmentation de 2,4 millions \$ (3,4 %) est principalement attribuable aux deux Airbus A330 entrés en service à l'été 2016.

FRAIS D'AÉROPORTS ET DE NAVIGATION

Les frais d'aéroports et de navigation comprennent principalement les droits exigés par les aéroports et les exploitants de services de navigation aérienne. Ces frais ont augmenté de 0,9 million \$ (2,6 %) au cours du trimestre et de 0,1 million \$ (0,2 %) au cours du semestre, comparativement à 2016. Ces augmentations sont dues à une hausse du nombre de vols par rapport à 2016.

COMMISSIONS

Les commissions comprennent les frais payés par les voyageurs aux agences de voyages pour leurs services à titre d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur. La dépense de commission a augmenté de 0,2 million \$ (0,6 %) au cours du trimestre et est demeurée stable au cours du semestre, par rapport à 2016. En pourcentage de nos revenus, les commissions sont demeurées stables pour le trimestre et représentent 4,5 % de nos revenus. Pour le semestre, en pourcentage de nos revenus, les commissions ont augmenté et représentent 4,4 % de nos revenus, par rapport à 4,3 % en 2016.

AUTRES COÛTS AÉRIENS

Les autres coûts aériens sont principalement composés des frais de manutention, des dépenses d'équipage et des frais de commissariat. Les autres coûts aériens ont diminué de 2,5 millions \$ (4,3 %) au cours du trimestre et de 3,5 millions \$ (3,4 %) au cours du semestre, comparativement à 2016, principalement dû à une diminution des dépenses d'équipage.

AUTRES

Les autres frais ont augmenté de 0,5 million \$ (1,6 %) au cours du trimestre et diminué de 0,9 million \$ (1,4 %) au cours du semestre, comparativement à 2016.

QUOTE-PART DU RÉSULTAT NET D'UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE ET D'UNE COENTREPRISE

Notre quote-part du résultat net d'une entreprise associée et d'une coentreprise provient de Caribbean Investments B.V. [«CIBV»] et de Desarrollo, nos entreprises en hôtellerie. Notre quote-part du résultat net pour le second trimestre s'élève à 5,9 millions \$, comparativement à 6,2 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2016. Pour le semestre, la quote-part du résultat net s'est établie à 9,4 millions \$, en regard de 8,2 millions \$ en 2016. Pour le semestre, l'augmentation résulte d'une meilleure rentabilité opérationnelle de CIBV.

AMORTISSEMENT

L'amortissement inclut l'amortissement des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles amortissables et des avantages incitatifs reportés. L'amortissement a augmenté de 5,4 millions \$ (46,4 %) au cours du second trimestre et de 8,1 millions \$ (35,0 %) au cours du premier semestre, comparativement à 2016. Ces augmentations sont principalement attribuables aux travaux d'entretien récents capitalisés sur les aéronefs.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Compte tenu de ce qui précède, nous avons enregistré une perte d'exploitation de 15,1 millions \$ (1,7 %) au cours du trimestre, comparativement à 13,7 millions \$ (1,5 %) en 2016. La diminution de notre résultat d'exploitation découle de la hausse de nos coûts aériens et de la dépréciation du dollar par rapport au dollar américain qui, combinée à la hausse des prix du carburant, a entraîné une augmentation de nos charges d'exploitation de 21,0 millions \$ pour le trimestre, que la hausse des prix de vente moyens n'a pu compenser.

Pour le semestre, nous avons enregistré une perte d'exploitation de 65,7 millions \$ (4,2 %), comparativement à 54,2 millions \$ (3,4 %) en 2016. La diminution de notre résultat d'exploitation découle de la hausse des coûts aériens et de l'effet de change défavorable qui, combiné à la hausse des prix du carburant, a entraîné une augmentation de nos charges d'exploitation de 39,3 millions \$ pour le semestre, que la hausse des prix de vente moyens sur les forfaits sud n'a pu compenser.

Au cours du trimestre, nous avons affiché un résultat d'exploitation ajusté de 1,5 million \$ (0,2 %), comparativement à une perte d'exploitation ajustée de 5,0 millions \$ (0,6 %) en 2016. Au cours du semestre, nous avons affiché une perte d'exploitation ajustée de 35,6 millions \$ (2,3 %), comparativement à 36,7 millions \$ (2,3 %) en 2016.

AUTRES CHARGES ET REVENUS

COÛTS DE FINANCEMENT

Les coûts de financement incluent les intérêts sur la dette à long terme et autres intérêts, les frais d'attente ainsi que les frais financiers. Les coûts de financement ont diminué de 0,1 million \$ pour le trimestre et sont demeurés stables pour le semestre, comparativement à 2016.

REVENUS DE FINANCEMENT

Les revenus de financement ont augmenté de 0,1 million \$ au cours du trimestre et du semestre comparativement à 2016.

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES DÉRIVÉS LIÉS AU CARBURANT ET AUTRES DÉRIVÉS

La variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur du portefeuille de ces instruments financiers qui sont détenus et utilisés par la Société aux fins de la gestion du risque lié à la fluctuation des prix du carburant et des taux de change. Au cours du trimestre, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs et autres dérivés a diminué de 0,9 million \$, comparativement à 3,9 millions \$ en 2016. Pour le semestre, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs et autres dérivés a augmenté de 3,9 millions \$, comparativement à une diminution de la juste valeur de 38,0 millions \$ en 2016. Ces augmentations sont attribuables à l'augmentation de la juste valeur des dérivés de change, compensée en partie par la diminution de la juste valeur des dérivés liés au carburant.

PERTE (GAIN) DE CHANGE SUR LES ÉLÉMENTS MONÉTAIRES NON COURANTS

Au cours du trimestre, nous avons affiché un gain de change de 3,0 millions \$ sur les éléments monétaires non courants, comparativement à une perte de change de 1,9 million \$ en 2016. Pour le semestre, nous avons affiché un gain de change de 2,4 millions \$ sur les éléments monétaires non courants, comparativement à une perte de change de 0,8 million \$ en 2016. Ces variations sont principalement attribuables à l'effet favorable des taux de change sur nos dépôts en devises.

PERTE SUR CESSION D'UNE FILIALE

Le 1^{er} avril 2016, la Société a conclu la vente de sa filiale Travel Superstore pour une contrepartie totale en trésorerie de 0,3 million \$ et a enregistré une perte sur cession d'une filiale de 0,8 million \$.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

Conformément aux méthodes comptables adoptées par la Société, les actifs intangibles à durée de vie indéterminée doivent faire l'objet d'un test de dépréciation annuel au 30 avril. Ainsi, la Société a effectué un test de dépréciation aux 30 avril 2017 et 2016 afin de déterminer si la valeur comptable des unités génératrices de trésorerie (UGT), pour les fins du goodwill et des marques de commerce, était supérieure à leur valeur recouvrable. À la suite de ce test, la Société n'a comptabilisé aucune charge de dépréciation d'actifs en 2017, comparativement à une charge de dépréciation d'actifs de 15,8 millions \$ en 2016. La charge de dépréciation est liée aux marques de commerce et découle de la mise en œuvre d'une stratégie intégrée en matière de distribution, dont la mise en place d'une nouvelle plateforme de réservation qui favorise l'achat de sièges pour les voyageurs européens directement chez notre filiale Air Transat plutôt que par le biais de nos filiales européennes, et de marque qui vise à déployer davantage la marque Transat, et ainsi diminuer l'utilisation certaines marques de commerce détenues par la Société.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La récupération d'impôts sur le résultat s'établit à 5,5 millions \$ au cours du second trimestre, comparativement à 10,9 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le semestre, notre récupération d'impôts s'élève à 19,5 millions \$, en regard de 31,0 millions \$ en 2016. Compte non tenu de la quote-part du résultat net d'une entreprise associée et d'une coentreprise, le taux d'imposition réel s'est établi à 31,2 % pour le trimestre et 29,5 % pour le semestre, comparativement à 26,7 % et 26,9 % pour les périodes correspondantes de 2016. La variation des taux d'imposition pour le trimestre et le semestre découle des différences de taux d'imposition statutaires par pays appliqués sur leurs résultats.

RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

En tenant compte des éléments présentés dans la section Activités consolidées, notre perte nette pour le trimestre clos le 30 avril 2017 s'est établie à 6,2 millions \$, comparativement à une perte nette liée aux activités poursuivies 23,8 millions \$ en 2016. La perte nette des activités poursuivies attribuable aux actionnaires s'est élevée à 8,4 millions \$, soit 0,23 \$ par action (de base et diluée), par rapport à 25,3 millions \$, soit 0,69 \$ par action (de base et diluée) lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le deuxième trimestre de 2017, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer le résultat par action a été de 36 937 000 (de base et dilué), comparativement à 36 736 000 (de base et dilué) pour le trimestre correspondant de 2016.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2017, nous affichons une perte nette de 37,2 millions \$, comparativement à une perte nette liée aux activités poursuivies 75,9 millions \$ en 2016. La perte nette des activités poursuivies attribuable aux actionnaires s'est élevée à 40,4 millions \$, soit 1,10 \$ par action (de base et diluée), par rapport à 78,7 millions \$, soit 2,13 \$ par action (de base et diluée) lors du semestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le premier semestre de 2017, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer le résultat par action a été de 36 909 000 (de base et dilué), comparativement à 36 999 000 (de base et dilué) pour le semestre correspondant de 2016.

RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Tel que mentionné dans la section Activités abandonnées, pour le trimestre terminé le 30 avril 2016, le résultat net des filiales Transat France et Tourgreece, qui provenait de ventes faites à des clients en Europe, était présenté comme résultat net lié aux activités abandonnées.

Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2016, les revenus de nos activités abandonnées s'établissaient à 163,6 millions \$ et 284,8 millions \$ et celles-ci affichaient un résultat net de 0,4 millions \$ (0,2 %) et une perte nette de 7,4 millions \$ (2,6 %), respectivement.

RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES

Lors du deuxième trimestre, la perte nette attribuable aux actionnaires s'est élevée à 8,4 millions \$, soit 0,23 \$ par action (de base et diluée), par rapport à 25,0 millions \$, soit 0,68 \$ par action (de base et diluée) lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le semestre, la perte nette attribuable aux actionnaires s'est élevée à 40,4 millions \$, soit 1,10 \$ par action (de base et diluée), par rapport à 86,1 millions \$, soit 2,33 \$ par action (de base et diluée) en 2016.

Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2017, notre perte nette ajustée s'est établie à 8,1 millions \$ (0,22 \$ par action) et 44,1 millions \$ (1,20 \$ par action), respectivement, comparativement à 11,9 millions \$ (0,32 \$ par action) et 42,2 millions \$ (1,14 \$ par action) pour les périodes correspondantes de 2016.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Les activités de la Société sont saisonnières, par conséquent les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Les revenus affichent des baisses par rapport aux trimestres comparatifs. Pour la première partie de l'hiver (T1), à la suite de notre décision de réduire de notre offre de produits de 5,2 % sur le marché des destinations soleil, le nombre de voyageurs est en baisse et les prix de vente moyens sont en hausse sur le marché des destinations soleil. L'inverse se produit sur le marché transatlantique dû à l'augmentation notre offre de produits de 10,1 % sur ce marché. Pour la saison estivale (T3 et T4), les prix de ventes moyens sont en baisse sur le marché transatlantique, notre principal marché pour cette période, à la suite de la baisse des prix du carburant et de l'augmentation de la capacité globale de 14 % sur le marché transatlantique, alors que le nombre de voyageurs est en hausse, comparativement à 2015. Quant à nos résultats d'exploitation, les hausses de nos prix de vente moyens sur les forfaits sud durant l'hiver, combinées à nos efforts de réduction de coûts et d'amélioration de marge n'ont pas été suffisants pour compenser l'effet de change défavorable sur nos coûts. Pour la saison estivale, la baisse des prix de vente moyens et des coefficients d'occupation n'ont été que partiellement compensés par la baisse des prix du carburant. En conséquence, les informations financières trimestrielles suivantes peuvent donc varier de façon importante d'un trimestre à l'autre.

Principales informations financières trimestrielles non auditées								
(en milliers de dollars, sauf les données par action)	T3-2015	T4-2015	T1-2016	T2-2016	T3-2016	T4-2016	T1-2017	T2-2017
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	704 844	634 004	725 723	888 221	663 591	612 111	689 332	884 310
Loyers d'aéronefs	24 702	26 306	32 275	38 749	31 946	32 843	36 103	37 361
Résultat d'exploitation	34 480	57 850	(40 541)	(13 701)	(2 990)	26 898	(50 671)	(15 061)
Résultat net	13 820	69 965	(59 803)	(23 817)	10 548	36 313	(31 054)	(6 155)
Résultat net attribuable aux actionnaires	13 067	69 108	(61 155)	(24 952)	9 439	34 920	(32 073)	(8 354)
Résultat par action de base	0,34	1,82	(1,64)	(0,68)	0,26	0,95	(0,87)	(0,23)
Résultat par action dilué	0,34	1,82	(1,64)	(0,68)	0,26	0,95	(0,87)	(0,23)
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actionnaires	13 058	59 035	(53 393)	(25 333)	7 704	(20 497)	(32 073)	(8 354)
Résultat par action de base des activités poursuivies	0,34	1,56	(1,43)	(0,69)	0,21	(0,56)	(0,87)	(0,23)
Résultat par action dilué des activités poursuivies	0,34	1,55	(1,43)	(0,69)	0,21	(0,56)	(0,87)	(0,23)
Résultat d'exploitation ajusté ¹	44 798	70 805	(31 682)	(5 002)	15 964	46 497	(37 079)	1 508
Résultat net ajusté ¹	26 886	44 648	(30 378)	(11 868)	2 523	24 183	(36 039)	(8 100)
Résultat net ajusté par action ¹	0,70	1,18	(0,82)	(0,32)	0,07	0,66	(0,98)	(0,22)

¹ VOIR SECTION MESURES FINANCIÈRES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

SITUATION FINANCIÈRE, TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 30 avril 2017, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissaient à 566,3 millions \$, comparativement à 363,7 millions \$ au 31 octobre 2016. La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus en fiducie ou autrement réservés se chiffraient à 224,5 millions \$ à la fin du deuxième trimestre de 2017 comparativement à 338,6 millions \$ au 31 octobre 2016. Notre état de la situation financière témoigne d'un fonds de roulement de 116,9 millions \$, soit un ratio de 1,14, par rapport à 192,5 millions \$ et un ratio de 1,28 au 31 octobre 2016.

L'actif total a augmenté de 115,1 millions \$ (9,0 %), passant de 1 277,4 millions \$ le 31 octobre 2016 à 1 392,5 millions \$ le 30 avril 2017. Cette hausse est expliquée dans le tableau de la situation financière présenté plus loin. Les capitaux propres ont diminué de 34,3 millions \$, passant de 464,4 millions \$ au 31 octobre 2016 à 430,1 millions \$ au 30 avril 2017. Cette baisse découle de notre perte nette attribuable aux actionnaires de 40,4 millions \$, compensée en partie par le gain latent sur les couvertures de flux de trésorerie de 4,1 millions \$.

FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les 30 avril			Semestres clos les 30 avril		
	2017	2016	Écart	2017	2016	Écart
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	138 617	31 396	107 221	255 000	165 651	89 349
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(28 942)	(8 899)	(20 043)	(53 228)	(24 685)	(28 543)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 314)	(3 445)	2 131	(1 671)	(8 119)	6 448
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	3 100	(6 035)	9 135	2 523	(6 276)	8 799
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie liée aux activités poursuivies	111 461	13 017	98 444	202 624	126 571	76 053
Variation nette des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées	—	10 453	(10 453)	—	(8 113)	8 113

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Au cours du deuxième trimestre, les activités d'exploitation liées aux activités poursuivies ont généré des flux de trésorerie de 138,6 millions \$, par rapport à 31,4 millions \$ en 2016. Cette augmentation de 107,2 millions \$ est principalement attribuable à une hausse de 95,2 millions \$ de la variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel. Cette dernière découle principalement de la mise en place en 2016 de notre nouvelle plateforme de réservation, laquelle favorise l'achat de sièges directement chez notre filiale Air Transat plutôt que par le biais de notre tour opérateur Transat Tours Canada, qui fait en sorte que les fonds reçus des clients n'ont plus à être déposés dans les comptes de trésorerie en fiducie de la Société mais plutôt directement dans les comptes de trésorerie libres, et d'une baisse moins importante des fournisseurs et autres créiteurs. La hausse de la variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués de 12,8 millions \$ a aussi contribué à l'augmentation des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation.

Pour le semestre, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation liées aux activités poursuivies ont augmenté de 89,3 millions \$, passant de 165,7 millions \$ en 2016 à 255,0 millions \$ en 2017. L'augmentation est attribuable à une hausse de 86,7 millions \$ de la variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel, principalement due à la baisse des soldes de trésorerie en fiducie à la suite de la mise en place de notre nouvelle plateforme de réservation, ainsi qu'à une hausse de 11,2 millions \$ de la variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués, compensées en partie par une baisse de notre rentabilité de 9,1 millions \$.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement liées aux activités poursuivies ont atteint 28,9 millions \$ au cours du deuxième trimestre, comparativement à 8,9 millions \$ en 2016, soit une augmentation de 20,0 millions \$. L'augmentation est due d'une part à la contrepartie de 12,8 millions \$ versée pour l'acquisition de 50% des actions de notre coentreprise Desarrollo, et d'autre part à une hausse de 5,0 millions \$ de nos acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles. Ces acquisitions sont principalement liées aux logiciels informatiques et aux améliorations d'aéronefs.

Pour le semestre, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement liées aux activités poursuivies se sont élevés à 53,2 millions \$ comparativement à 24,7 millions \$ en 2016, soit une augmentation de 28,5 millions \$. L'augmentation est principalement due à l'acquisition de Desarrollo et à la contrepartie de 5,0 millions \$ versée pour l'acquisition de la totalité des actions de notre filiale Jonview Canada inc., ainsi qu'à une hausse de 8,5 millions \$ de nos acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles. Ces acquisitions sont principalement liées aux logiciels informatiques, aux améliorations d'aéronefs ainsi qu'à l'entretien et aux équipements d'aéronefs.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement liées aux activités poursuivies sont passés de 3,4 millions \$ pour le deuxième trimestre de 2016 à 1,3 million \$ en 2017, soit une diminution de 2,1 millions \$. Pour le semestre, ces activités ont utilisé des flux de trésorerie de 1,7 million \$, comparativement à 8,1 millions \$ en 2016. L'utilisation des flux de trésorerie inférieure à 2016 découle principalement des rachats d'actions de 2,2 millions \$ et 7,1 millions \$, respectivement, effectués durant le trimestre et le semestre en 2016, par rapport à aucun durant les périodes correspondantes de 2017.

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Pour le deuxième trimestre de 2016, les activités abandonnées ont généré des flux de trésorerie de 10,5 millions \$, incluant des flux de trésorerie liés à l'exploitation positifs de 12,1 millions \$. Pour le semestre, les activités abandonnées ont utilisé des flux de trésorerie de 8,1 millions \$, principalement dus aux flux de trésorerie liés à l'exploitation négatifs de 5,7 millions \$.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

	30 avril 2017 \$	31 octobre 2016 \$	Écart \$	Principales sources d'explication des écarts importants
Actif				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	566 288	363 664	202 624	Se reporter à la section Flux de trésorerie
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	224 516	338 581	(114 065)	Saisonnalité des opérations
Clients et autres débiteurs	102 393	105 003	(2 610)	Diminution des taxes et autres comptes à recevoir
Impôts sur le résultat à recevoir	59 151	39 858	19 293	Augmentation des impôts recouvrables compte tenu des pertes déductibles
Stocks	9 969	12 354	(2 385)	Saisonnalité des opérations
Charges payées d'avances	44 446	58 657	(14 211)	Diminution des montants payés d'avance aux hôteliers due à la saisonnalité des opérations
Instruments financiers dérivés	15 640	18 517	(2 877)	Arrivée à échéance de dérivés liés au carburant durant la période
Dépôts	43 900	42 044	1 856	Augmentation des dépôts liés aux aéronefs
Actifs d'impôt différé	15 964	15 055	909	Aucun écart important
Immobilisations corporelles	132 902	134 959	(2 057)	Amortissement de la période, partiellement compensés par les acquisitions
Immobilisations incorporelles	53 893	50 327	3 566	Acquisitions de la période partiellement compensées par l'amortissement
Placements	122 866	97 668	25 198	Acquisition d'un placement dans une entreprise hôtelière, quote-part du résultat net des placements et écart de taux de change
Autres actifs	615	733	(118)	Aucun écart important
Passif				
Fournisseurs et autres créditeurs	287 316	247 795	39 521	Saisonnalité des opérations et écart de taux de change
Provision pour remise en état des aéronefs loués	46 715	40 861	5 854	Augmentation du nombre d'aéronefs et écart de taux de change
Impôt sur le résultat à payer	531	976	(445)	Aucun écart important
Dépôts de clients et revenus différés	523 754	409 045	114 709	Saisonnalité des opérations
Instruments financiers dérivés	7 420	21 358	(13 938)	Arrivée à échéance de dérivés de change durant la période
Autres passifs	90 859	88 011	2 848	Augmentation de la participation ne donnant pas le contrôle
Passifs d'impôt différé	5 851	4 988	863	Aucun écart important
Capitaux propres				
Capital-actions	214 802	214 250	552	Émission sur le capital autorisé
Provision pour paiements fondés sur des actions	18 156	17 849	307	Charge liée aux paiements fondés sur des actions, nette des exercices d'options
Résultats non distribués	177 494	218 821	(41 327)	Résultat net
Profit latent (perte latente) sur les couvertures de flux de trésorerie	6 343	2 211	4 132	Gain net sur les instruments financiers désignés dans des couvertures de flux de trésorerie
Montant cumulé des écarts de change	13 302	11 255	2 047	Gain de change sur conversion des états financiers de filiales étrangères

FINANCEMENT

Au 7 juin 2017, la Société dispose de plusieurs types de financement. Elle dispose principalement d'une facilité de crédit à terme rotatif ainsi que de lignes d'émissions de lettres de crédit.

La Société dispose d'une entente de crédit à terme rotatif de 50 millions \$ aux fins de ses opérations. Selon l'entente, qui vient à échéance en 2020, la Société peut augmenter le montant du crédit jusqu'à 100 millions \$, avec l'approbation des prêteurs. L'entente peut être prolongée d'un an à chaque date d'anniversaire sous l'approbation des prêteurs et devient immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de l'entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant l'universalité des actifs, présents et futurs, des filiales canadiennes de la Société, et ce sous réserve de certaines exceptions, et est aussi garantie par le nantissement de certaines valeurs mobilières des principales filiales européennes. Le crédit porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime. Selon les termes des ententes, la Société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Au 30 avril 2017, tous les ratios et critères financiers étaient respectés et la facilité de crédit n'était pas utilisée.

ENTENTES HORS BILAN

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la Société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers intermédiaires consolidés condensés et d'autres par voie de notes aux états financiers. Au 30 avril 2017, ainsi qu'au 31 octobre 2016, la Société n'avait aucune obligation présentée à l'état de la situation financière.

Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la Société et incluent ce qui suit :

- Garanties
- Contrats de location simple

Les ententes hors bilan qui peuvent être estimées, excluant les ententes avec des fournisseurs et autres obligations, s'élevaient à environ 770,3 millions \$ au 30 avril 2017 (710,3 millions \$ au 31 octobre 2016) et se résument comme suit :

ENTENTES HORS BILAN (en milliers de dollars)	Au 30 avril 2017 \$	Au 31 octobre 2016 \$
Garanties		
Lettres de crédit irrévocables	26 915	17 723
Contrats de cautionnement	725	721
Contrats de location simple		
Obligations en vertu de contrats de location simple	742 667	691 841
	770 307	710 285

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location simple, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location simple sont établis afin de permettre à la Société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

La Société dispose, aux fins d'émission de lettres de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 75,0 millions \$ renouvelable annuellement, pour lequel la Société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 100 % du montant des lettres de crédit émises. Au 30 avril 2017, un montant de 55,1 millions \$ était utilisé, dont 50,1 millions \$ pour garantir les obligations relatives aux ententes de retraite à prestations définies de membres de la haute direction; cette lettre de crédit irrévocable est détenue par un tiers fiduciaire. Dans l'éventualité d'un changement de contrôle, la lettre de crédit émise pour garantir les obligations relatives aux ententes de retraite à prestations définies de membres de la haute direction sera levée.

De plus, la Société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement en février au montant de 35,0 millions \$. En vertu de cette entente, la Société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Cette facilité permet, entre autres, à la Société d'émettre des contrats de cautionnement à certains de ses fournisseurs à qui des lettres de crédit étaient émises et pour lesquelles la Société devait céder en nantissement de la trésorerie égale au montant des lettres de crédit émises. Au 30 avril 2017, un montant de 26,9 millions \$ était utilisé en vertu de cette facilité, et ce aux fins de l'émission de lettres de crédit à certains de nos fournisseurs de services.

La Société dispose également, aux fins d'émission de lettres de crédit pour ses opérations anglaises, d'une ligne de crédit bancaire gagées par des dépôts de 10,7 millions £ (18,8 millions \$), laquelle est pleinement utilisée.

Au 30 avril 2017, le montant des ententes hors bilan, excluant les ententes avec des fournisseurs et autres obligations, avait augmenté de 60,0 millions \$ par rapport au 31 octobre 2016. Cette augmentation découle principalement des ententes signées durant le semestre pour la location de quatre Airbus A330, ainsi que de la dépréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain. L'augmentation a été partiellement atténuée par les remboursements effectués.

Nous croyons que la Société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

ENDETTEMENT

La Société n'affiche aucune dette à l'état de la situation financière.

La dette totale de la Société s'élève à 691,3 millions \$, soit une hausse de 12,2 millions \$ comparativement au 31 octobre 2016. Cette hausse découle de l'ajout d'Airbus A330 et de Boeing 737 à notre flotte d'aéronefs.

La dette totale nette a diminué de 190,4 millions \$, passant de 315,4 millions \$ au 31 octobre 2016 à 125,0 millions \$ au 30 avril 2017. La diminution de notre dette totale nette découle des soldes de trésorerie et équivalents de trésorerie plus élevés qu'en 2016, compensée en partie par l'augmentation de notre dette totale.

ACTIONS EN CIRCULATION

Au 30 avril 2017, il y avait trois catégories d'actions autorisées, soit un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A, un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées ne comportent aucun droit de vote et elles peuvent être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Au 2 juin 2017, il y avait un total de 36 985 982 actions à droit de vote en circulation.

OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 2 juin 2017, le nombre d'options d'achat d'actions en circulation s'élevait à 2 132 770, dont 1 921 202 pouvaient être exercées.

AUTRES

FLOTTE

La flotte d'Air Transat compte actuellement quatorze Airbus A330 (332, 345 ou 375 sièges), neuf Airbus A310 (250 sièges), et sept Boeing 737-800 (189 sièges). Au cours l'été 2017, quatre Airbus A330 additionnels entreront en service.

Durant l'hiver 2017, la Société bénéficiait également d'ententes pour la location saisonnière de dix Boeing 737-800 (189 sièges) et de trois Boeing 737-700 (149 sièges).

MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

Des normes publiées mais non encore entrées en vigueur sont présentées ci-dessous. La Société n'a pas adopté ces normes de façon anticipée.

IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS

En juillet 2014, l'IASB a terminé le projet en trois parties visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, en publiant l'IFRS 9, *Instruments financiers*. L'IFRS 9 traite du classement et de l'évaluation des actifs et des passifs financiers, et introduit un modèle prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues de même qu'une approche revue en profondeur de la comptabilité de couverture.

Pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une nouvelle approche qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche préconisée par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachés aux actifs financiers. La plupart des exigences de l'IAS 39 en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers sont reprises dans l'IFRS 9. Cependant, dans le cadre de l'évaluation d'un passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net, la partie des variations de la juste valeur liées au risque de crédit propre à l'entité sera présentée dans les autres éléments du résultat global [« AERG »] plutôt qu'à l'état du résultat.

L'IFRS 9 introduit aussi un modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues selon lequel les pertes de crédit attendues devront être comptabilisées en temps opportun. Plus précisément, les entités devront comptabiliser les pertes de crédit attendues dès la comptabilisation initiale des instruments financiers, et comptabiliser en temps opportun les pertes de crédit attendues sur leur durée de vie.

Enfin, l'IFRS 9 introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture ainsi que de nouvelles exigences en termes de divulgation d'informations sur les activités de gestion des risques. Le nouveau modèle de comptabilité de couverture représente une refonte importante de la comptabilité de couverture, qui permettra aux entités de mieux rendre compte de leurs activités de gestion des risques dans leurs états financiers.

L'application de l'IFRS 9 sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2018, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

IFRS 15 – PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. L'IFRS 15 est une nouvelle norme qui énonce les étapes à suivre pour comptabiliser les produits, et le moment auquel il convient de le faire, et prévoit la présentation d'informations pertinentes et plus complètes. Le principe de base de l'IFRS 15 est qu'une entité doit comptabiliser ses revenus afin de refléter le transfert des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. L'IFRS 15 remplace l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que plusieurs interprétations relatives aux produits. L'application de l'IFRS 15 est obligatoire et sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2018, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

IFRS 16 – CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplace l'IAS 17 *Contrats de location*. La location offre une source importante et flexible de financement pour de nombreuses entreprises. Toutefois, avec la norme actuelle, l'IAS 17, il est difficile d'obtenir une image précise des actifs et passifs liés aux contrats de location d'une entité. L'IFRS 16 introduit un modèle unique de comptabilisation par le preneur, où la vaste majorité des actifs et passifs liés aux contrats de location sont comptabilisés à l'état de la situation financière. Pour le bailleur, pratiquement toutes les exigences comptables actuelles demeurent.

L'application de l'IFRS 16 est obligatoire et sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2019, et l'application anticipée est permise dès l'application de la nouvelle norme IFRS 15 sur les revenus. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de la norme IFRS 16 sur ses états financiers.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société a produit des attestations signées par le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière qui, entre autres choses, considèrent adéquates pour le 30 avril 2017 la conception :

- des contrôles et des procédures de communication de l'information financière qui fournissent l'assurance raisonnable que l'information financière importante de la Société et de ses filiales est dûment communiquée et que cette information est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation;
- du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) qui fournit, selon les critères établis du cadre de contrôle COSO 2013, l'assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS.

Le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière de la Société ont également effectué une évaluation afin de déterminer s'il y avait eu des changements apportés au CIIF au cours du trimestre clos le 30 avril 2017, qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier une incidence importante. Aucune modification significative de ce genre n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

PERSPECTIVES

Été 2017 – Le marché transatlantique, au départ du Canada et de l'Europe, représente une portion très importante de l'activité de Transat durant la saison d'été. Pour la période de mai à octobre 2017, alors que la capacité totale est supérieure de 4 %, celle de la Société est supérieure de 7 %. À ce jour, les coefficients d'occupation de Transat sur ce marché sont supérieurs de 1,4 % à ceux de l'été 2016, 64 % de cette capacité est vendue et les prix des réservations prises sont similaires à ceux enregistrés à pareille date en 2016. L'impact de la hausse du coût du carburant, combinée à la variation des devises, n'entraînera pas de hausse des charges opérationnelles si le coût du carburant et le dollar en regard du dollar américain, de l'euro et de la livre demeurent stables. Depuis le mois de février dernier, les prix sur le marché transatlantiques se sont améliorés de manière continue.

Sur le marché des destinations soleil au départ du Canada, où l'été représente la basse saison, la capacité de Transat est équivalente à celle déployée à la même date l'an passé. À ce jour, 53 % de cette capacité est vendue, les coefficients d'occupation sont supérieurs de 8,0 % et les prix de vente sont supérieurs de 5,9 %. L'impact de la hausse du coût du carburant, combinée à la variation du dollar canadien, n'entraînera pas de hausse des charges opérationnelles si le coût du carburant et le dollar en regard du dollar américain, demeurent stables. Les marges unitaires sont actuellement supérieures de 3,0 % à celles enregistrées à pareille date l'année dernière.

Dans la mesure où ces tendances se maintiennent, et compte tenu des coûts de mise en place du programme de vols de correspondances, la Société prévoit au deuxième semestre des résultats globaux similaires à ceux de l'an dernier.

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars canadiens)	Au 30 avril 2017 \$	Au 31 octobre 2016 \$
ACTIFS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	566 288	363 664
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés <i>[note 5]</i>	174 416	292 131
Clients et autres débiteurs	102 393	105 003
Impôts sur le résultat à recevoir	44 051	24 758
Stocks	9 969	12 354
Charges payées d'avance	44 446	58 657
Instruments financiers dérivés	15 475	18 318
Partie courante des dépôts	10 754	13 067
Actifs courants	967 792	887 952
Trésorerie et équivalents de trésorerie réservés <i>[note 5]</i>	50 100	46 450
Dépôts	33 146	28 977
Impôts sur le résultat à recevoir	15 100	15 100
Actifs d'impôt différé	15 964	15 055
Immobilisations corporelles	132 902	134 959
Immobilisations incorporelles	53 893	50 327
Instruments financiers dérivés	165	199
Placements <i>[note 8]</i>	122 866	97 668
Autres actifs	615	733
Actifs non courants	424 751	389 468
	1 392 543	1 277 420
PASSIFS		
Fournisseurs et autres créditeurs	287 316	247 795
Partie courante de la provision pour remise en état des aéronefs loués	32 074	16 232
Impôts sur le résultat à payer	531	976
Dépôts de clients et revenus différés	523 754	409 045
Instruments financiers dérivés	7 186	21 358
Passifs courants	850 861	695 406
Provision pour remise en état des aéronefs loués <i>[note 9]</i>	14 641	24 629
Autres passifs <i>[note 11]</i>	90 859	88 011
Instruments financiers dérivés	234	—
Passifs d'impôt différé	5 851	4 988
Passifs non courants	111 585	117 628
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions <i>[note 12]</i>	214 802	214 250
Provision pour paiements fondés sur des actions	18 156	17 849
Résultats non distribués	177 494	218 821
Profit latent sur les couvertures de flux de trésorerie	6 343	2 211
Montant cumulé des écarts de change	13 302	11 255
	430 097	464 386
	1 392 543	1 277 420

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

AVIS

Les auditeurs indépendants de la Société n'ont pas effectué un examen des états financiers intermédiaires condensés ci-joint

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2017	2016	2017	2016
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	\$	\$	\$	\$
Activités poursuivies				
Revenus	884 310	888 221	1 573 642	1 613 944
Charges d'exploitation				
Coûts liés à la prestation de services touristiques	462 931	492 725	834 937	902 138
Salaires et avantages du personnel	90 824	91 829	180 501	177 020
Carburant d'aéronefs	84 105	74 337	147 811	135 747
Entretien d'aéronefs	51 783	36 819	94 583	76 772
Loyer d'aéronefs	37 361	38 749	73 464	71 024
Frais d'aéroports et de navigation	32 456	31 648	56 560	56 456
Commissions	40 120	39 886	68 911	68 872
Autres coûts aériens	55 762	58 255	98 516	102 032
Autres	32 740	32 212	62 179	63 089
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée et d'une coentreprise	(5 863)	(6 256)	(9 446)	(8 187)
Amortissement	17 152	11 718	31 358	23 224
	899 371	901 922	1 639 374	1 668 187
Résultat d'exploitation	(15 061)	(13 701)	(65 732)	(54 243)
Coûts de financement	455	535	899	921
Revenus du financement	(1 843)	(1 946)	(3 600)	(3 727)
Variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés	930	3 877	(3 874)	37 964
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires non courants	(2 987)	1 944	(2 430)	766
Perte sur cession d'une filiale [note 4]	—	843	—	843
Dépréciation d'actifs [note 7]	—	15 809	—	15 809
Résultat avant charge d'impôts	(11 616)	(34 763)	(56 727)	(106 819)
Impôts sur les bénéfices (récupération)				
Exigibles	(2 866)	(9 168)	(17 803)	(21 819)
Différés	(2 595)	(1 778)	(1 715)	(9 142)
	(5 461)	(10 946)	(19 518)	(30 961)
Résultat net lié aux activités poursuivies	(6 155)	(23 817)	(37 209)	(75 858)
Activités abandonnées				
Résultat net lié aux activités abandonnées	—	381	—	(7 380)
Résultat net de la période	(6 155)	(23 436)	(37 209)	(83 238)
Résultat net attribuable aux :				
Actionnaires	(8 354)	(24 952)	(40 427)	(86 107)
Participations ne donnant pas le contrôle	2 199	1 516	3 218	2 869
	(6 155)	(23 436)	(37 209)	(83 238)
Résultat par action des activités poursuivies [note 12]				
De base	(0,23)	(0,69)	(1,10)	(2,13)
Dilué	(0,23)	(0,69)	(1,10)	(2,13)
Résultat par action [note 12]				
De base	(0,23)	(0,68)	(1,10)	(2,33)
Dilué	(0,23)	(0,68)	(1,10)	(2,33)

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2017	2016	2017	2016
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$
Résultat net lié aux activités poursuivies	(6 155)	(23 817)	(37 209)	(75 858)
Autres éléments du résultat global liés aux activités poursuivies:				
Éléments qui seront reclassés en résultat net				
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	9 039	(54 774)	3 593	(61 488)
Reclassement en résultat net	2 367	13 956	2 128	26 262
Impôts différés	(3 118)	10 885	(1 589)	9 436
	8 288	(29 933)	4 132	(25 790)
Gain (perte) de change sur conversion des états financiers des filiales étrangères	4 665	(16 090)	2 047	(11 062)
Total des autres éléments du résultat global liés aux activités poursuivies	12 953	(46 023)	6 179	(36 852)
Résultat global lié aux activités poursuivies	6 798	(69 840)	(31 030)	(112 710)
Résultat net lié aux activités abandonnées	—	381	—	(7 380)
Autres éléments du résultat global liés aux activités abandonnées	—	(2 124)	—	(1 406)
Résultat global lié aux activités abandonnées	—	(1 743)	—	(8 786)
Résultat global de la période	6 798	(71 583)	(31 030)	(121 496)
Résultat global attribuable aux :				
Actionnaires	2 966	(69 615)	(34 968)	(122 991)
Participations ne donnant pas le contrôle	3 832	(1 968)	3 938	1 495
	6 798	(71 583)	(31 030)	(121 496)

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

			Cumul des autres éléments du résultat global				Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital- actions	Provision pour paiements fondés sur des actions	Résultats non distribués	Profit latent sur les couvertures de flux de trésorerie	Montant cumulé des écarts de change	Cumul des AÉRG liés aux actifs détenus en vue de la vente			
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 octobre 2015	218 134	17 105	263 812	14 960	23 241	—	537 252	—	537 252
Résultat net de la période	—	—	(86 107)	—	—	—	(86 107)	2 869	(83 238)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(25 790)	(9 688)	(1 406)	(36 884)	(1 374)	(38 258)
Résultat global de la période	—	—	(86 107)	(25 790)	(9 688)	(1 406)	(122 991)	1 495	(121 496)
Émission sur le capital autorisé	561	—	—	—	—	—	561	—	561
Exercice d'options	577	(177)	—	—	—	—	400	—	400
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	663	—	—	—	—	663	—	663
Rachat d'actions	(5 680)	—	(1 427)	—	—	—	(7 107)	—	(7 107)
Dividendes	—	—	—	—	—	—	—	(1 973)	(1 973)
Activités abandonnées	—	—	—	(777)	(538)	1 315	—	—	—
Autres variations du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	(169)	—	—	—	(169)	169	—
Reclassement du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(1 065)	(1 065)
Reclassement de l'écart de change lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	(1 374)	—	(1 374)	1 374	—
	(4 542)	486	(1 596)	(777)	(1 912)	1 315	(7 026)	(1 495)	(8 521)
Solde au 30 avril 2016	213 592	17 591	176 109	(11 607)	11 641	(91)	407 235	—	407 235
Résultat net de la période	—	—	44 359	—	—	—	44 359	2 120	46 479
Autres éléments du résultat global	—	—	(2 360)	13 299	(4 617)	2 499	8 821	2 006	10 827
Résultat global de la période	—	—	41 999	13 299	(4 617)	2 499	53 180	4 126	57 306
Émission sur le capital autorisé	658	—	—	—	—	—	658	—	658
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	258	—	—	—	—	258	—	258
Dividendes	—	—	—	—	—	—	—	(2 362)	(2 362)
Activités abandonnées	—	—	(336)	519	2 225	(2 408)	—	—	—
Variation de la juste valeur du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	1 049	—	—	—	1 049	(1 049)	—
Reclassement du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	1 291	1 291
Reclassement de l'écart de change lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	2 006	—	2 006	(2 006)	—
	658	258	713	519	4 231	(2 408)	3 971	(4 126)	(155)
Solde au 31 octobre 2016	214 250	17 849	218 821	2 211	11 255	—	464 386	—	464 386
Résultat net de la période	—	—	(40 427)	—	—	—	(40 427)	3 218	(37 209)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	4 132	1 327	—	5 459	720	6 179
Résultat global de la période	—	—	(40 427)	4 132	1 327	—	(34 968)	3 938	(31 030)
Émission sur le capital autorisé	552	—	—	—	—	—	552	—	552
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	307	—	—	—	—	307	—	307
Dividendes	—	—	—	—	—	—	—	(2 223)	(2 223)
Variation de la juste valeur du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	(900)	—	—	—	(900)	—	(900)
Reclassement du passif lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(995)	(995)
Reclassement de l'écart de change lié aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	720	—	720	(720)	—
	552	307	(900)	—	720	—	679	(3 938)	(3 259)
Solde au 30 avril 2017	214 802	18 156	177 494	6 343	13 302	—	430 097	—	430 097

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Résultat net lié aux activités poursuivies	(6 155)	(23 817)	(37 209)	(75 858)
Éléments opérationnels ne nécessitant pas de sorties (retrées) de fonds :				
Amortissement	17 152	11 718	31 358	23 224
Variation de la juste valeur des dérivés liés au carburant et autres dérivés	930	3 877	(3 874)	37 964
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires non courants	(2 987)	1 944	(2 430)	766
Perte sur cession d'une filiale	—	843	—	843
Dépréciation d'actifs	—	15 809	—	15 809
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(5 863)	(6 256)	(9 446)	(8 187)
Impôts différés	(2 595)	(1 778)	(1 715)	(9 142)
Avantages du personnel	689	670	1 378	1 340
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	103	206	307	663
	1 274	3 216	(21 631)	(12 578)
Variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel	134 622	39 457	273 742	187 014
Variation nette des autres actifs et passifs opérationnels	(1 429)	(2 592)	(2 965)	(3 410)
Variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués	4 150	(8 685)	5 854	(5 375)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	138 617	31 396	255 000	165 651
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(12 538)	(7 549)	(31 841)	(23 335)
Augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie réservés	(3 650)	(1 550)	(3 650)	(1 550)
Contrepartie versée pour une entreprise acquise	(12 754)	—	(17 737)	—
Contrepartie reçue pour une filiale cédée, net de la trésorerie cédée	—	200	—	200
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(28 942)	(8 899)	(53 228)	(24 685)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Produit de l'émission d'actions	279	695	552	961
Dividendes d'une filiale versés à un actionnaire sans contrôle	(1 593)	(1 973)	(2 223)	(1 973)
Rachat d'actions	—	(2 167)	—	(7 107)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 314)	(3 445)	(1 671)	(8 119)
Effet des variations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	3 100	(6 035)	2 523	(6 276)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie liée aux activités poursuivies	111 461	13 017	202 624	126 571
Variation nette des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées	—	10 453	—	(8 113)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	454 827	431 411	363 664	336 423
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	566 288	454 881	566 288	454 881
Informations supplémentaires (présentées avec les activités opérationnelles)				
Impôts sur les bénéfices payés (recupérés)	1 074	2 524	1 896	7 528
Intérêts payés	123	152	252	277

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

[Les montants sont exprimés en milliers \$ canadiens, à l'exception des montants par action ou autrement spécifié] [non audités]

Note 1 RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

Transat A.T. inc., [la « Société »], dont le siège social se trouve au 300 Léo-Pariseau, Montréal (Québec), Canada, a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Ses actions à droit de vote variable de catégorie A et ses actions à droit de vote de catégorie B sont inscrites à la Bourse de Toronto sous un seul symbole, soit « TRZ ».

La Société est une société intégrée spécialisée dans l'organisation, la commercialisation et la distribution de voyages vacances dans le secteur touristique. Le cœur de son organisation est formé d'un voyageur implanté au Canada, lequel est intégré verticalement avec ses autres services de transport aérien, de distribution, à travers un réseau dynamique d'agences de voyages, de services à valeur ajoutée offerts à destination et d'hôtellerie.

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés de Transat A.T. inc. pour le trimestre clos le 30 avril 2017 ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 7 juin 2017.

Les activités de la Société sont saisonnières, par conséquent, les résultats opérationnels des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier.

Note 2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers intermédiaires consolidés condensés de la Société et de ses filiales ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière [« IFRS »], publiées par l'International Accounting Standards Board [« IASB »] et adoptées par le Conseil des normes comptables du Canada. Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*.

Sauf indication contraire, ces états financiers intermédiaires consolidés condensés sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la Société. Chacune des entités de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle et les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités sont évalués à l'aide de cette monnaie fonctionnelle.

Les méthodes comptables et modalités de calcul dans ces états financiers intermédiaires consolidés condensés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés annuels les plus récents. Les états financiers intermédiaires consolidés condensés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes correspondantes faisant partie du rapport annuel de la Société de l'exercice clos le 31 octobre 2016.

Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation, au coût historique, sauf pour les actifs et passifs financiers classés sous « actifs / passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net » qui ont été évalués à la juste valeur.

Note 3 MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

Des normes publiées mais non encore entrées en vigueur sont présentées ci-dessous. La Société n'a pas adopté ces normes de façon anticipée.

IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS

En juillet 2014, l'IASB a terminé le projet en trois parties visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, en publiant l'IFRS 9, *Instruments financiers*. L'IFRS 9 traite du classement et de l'évaluation des actifs et des passifs financiers, et introduit un modèle prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues de même qu'une approche revue en profondeur de la comptabilité de couverture.

Pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une nouvelle approche qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche préconisée par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachés aux actifs financiers. La plupart des exigences de l'IAS 39 en

matière de classement et d'évaluation des passifs financiers sont reprises dans l'IFRS 9. Cependant, dans le cadre de l'évaluation d'un passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net, la partie des variations de la juste valeur liées au risque de crédit propre à l'entité sera présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'à l'état du résultat.

L'IFRS 9 introduit aussi un modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues selon lequel les pertes de crédit attendues devront être comptabilisées en temps opportun. Plus précisément, les entités devront comptabiliser les pertes de crédit attendues dès la comptabilisation initiale des instruments financiers, et comptabiliser en temps opportun les pertes de crédit attendues sur leur durée de vie.

Enfin, l'IFRS 9 introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture ainsi que de nouvelles exigences en termes de divulgation d'informations sur les activités de gestion des risques. Le nouveau modèle de comptabilité de couverture représente une refonte importante de la comptabilité de couverture, qui permettra aux entités de mieux rendre compte de leurs activités de gestion des risques dans leurs états financiers.

L'application de l'IFRS 9 sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2018, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

IFRS 15 – PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. L'IFRS 15 est une nouvelle norme qui énonce les étapes à suivre pour comptabiliser les produits, et le moment auquel il convient de le faire, et prévoit la présentation d'informations pertinentes et plus complètes. Le principe de base de l'IFRS 15 est qu'une entité doit comptabiliser ses revenus afin de refléter le transfert des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. L'IFRS 15 remplace l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que plusieurs interprétations relatives aux produits. L'application de l'IFRS 15 est obligatoire et sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2018, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

IFRS 16 – CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplace l'IAS 17 *Contrats de location*. La location offre une source importante et flexible de financement pour de nombreuses entreprises. Toutefois, avec la norme actuelle, l'IAS 17, il est difficile d'obtenir une image précise des actifs et passifs liés aux contrats de location d'une entité. L'IFRS 16 introduit un modèle unique de comptabilisation par le preneur, où la vaste majorité des actifs et passifs liés aux contrats de location sont comptabilisés à l'état de la situation financière. Pour le bailleur, pratiquement toutes les exigences comptables actuelles demeurent.

L'application de l'IFRS 16 est obligatoire et sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} novembre 2019, et l'application anticipée est permise dès l'application de la nouvelle norme IFRS 15 sur les revenus. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de la norme IFRS 16 sur ses états financiers.

Note 4 ACQUISITIONS ET CESSIONS D'ENTREPRISES

Le 3 avril 2017, la Société a acquis une participation de 50% dans Desarrollo Transimar S.A. de C.V. [« Desarrollo »], une société mexicaine exploitant un hôtel, pour une contrepartie de 10 000 \$ US [13 425 \$], dont 9 500 \$ US [12 754 \$] a été versé en trésorerie et 500 \$ US [683 \$] est inclus dans les fournisseurs et autres créditeurs au 30 avril 2017. Ce montant est payable sous certaines conditions. Cette participation dans une coentreprise est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence [note 8].

Le 21 décembre 2016, suite à l'exercice par l'actionnaire minoritaire de la filiale Jonview Canada inc. de son option de vente, la Société a conclu l'achat de 19,93% des actions de sa filiale Jonview Canada Inc., qui exploite des activités de voyageur réceptif au Canada, portant sa participation dans sa filiale à 100%. La contrepartie totale en trésorerie s'est établie à 4 983 \$, soit la juste valeur de l'option de vente au moment de la transaction. De plus, la participation ne donnant pas le contrôle a été décomptabilisée et aucun impact n'a été comptabilisé aux états consolidés des résultats.

Le 1^{er} avril 2016, la Société a conclu la vente de sa filiale Travel Superstore, qui exploite le site web tripcentral.ca et 27 agences de voyages. La contrepartie totale en trésorerie s'est établie à 300 \$ et la valeur comptable des actifs nets cédés s'établissait à 1 312 \$, ce qui a donné lieu à un renversement des résultats non distribués de 169 \$ et une perte sur cession d'une filiale de 843 \$.

Note 5 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIDUCIE OU AUTREMENT RÉSERVÉS

Au 30 avril 2017, la trésorerie et les équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés incluent 149 990 \$ [254 311 \$ au 31 octobre 2016] de fonds reçus de clients, principalement canadiens, pour lesquels les services n'avaient pas été rendus ou pour lesquels le délai d'accessibilité n'avait pas été atteint, et ce, en conformité avec les organismes de réglementation canadiens et avec les ententes commerciales de la Société avec certains fournisseurs de services de traitement de carte de crédit. De plus, elle inclut 74 526 \$, dont 50 100 \$ est présenté hors de l'actif à court terme, [84 270 \$ au 31 octobre 2016, dont 46 450 \$ hors de l'actif à court terme] qui était cédé en nantissement de lettres de crédit.

Note 6 ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 31 octobre 2016, Transat A.T. inc. a conclu la vente de ses activités de voyageur en France (Transat France) et en Grèce (Tourgreece) pour la somme de 63 428 € [93 254 \$] à la multinationale de tourisme TUI AG. Le 27 janvier 2017, TUI AG a confirmé que le prix d'achat ne donnerait lieu à aucun ajustement lié au fonds de roulement à la suite de la clôture définitive des comptes et de leur certification.

Au 30 avril 2016, les activités de voyageur en France et en Grèce étaient identifiées comme étant des activités abandonnées, et leurs actifs comme détenus en vue de la vente.

Le résultat net lié aux activités abandonnées est entièrement attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société et se détaille comme suit :

	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Revenus	—	163 564	—	284 770
Charges d'exploitation et autres charges	—	162 217	—	294 966
Résultat avant charge d'impôts	—	1 347	—	(10 196)
Charge (récupération) d'impôts sur les bénéfices	—	966	—	(2 816)
Résultat net de la période lié aux activités abandonnées	—	381	—	(7 380)

Le résultat par action de base et dilué des activités abandonnées se présente comme suit :

	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Résultat par action des activités abandonnées				
De base	—	0,01	—	(0,20)
Dilué	—	0,01	—	(0,20)

La variation nette des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées se présente comme suit :

	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	—	12 104	—	(5 672)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	—	(1 130)	—	(2 124)
Effet des variations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	—	(521)	—	(317)
Variation nette des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées	—	10 453	—	(8 113)

Note 7 TEST DE DÉPRÉCIATION

Conformément aux méthodes comptables adoptées par la Société, les actifs intangibles à durée de vie indéterminée doivent faire l'objet d'un test de dépréciation annuel au 30 avril et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable a pu se déprécier. La dépréciation est calculée en évaluant la valeur recouvrable de chaque actif, unité génératrice de trésorerie (« UGT ») ou groupe d'UGT. Si la valeur recouvrable de l'actif, de l'UGT ou groupe d'UGT est inférieure à sa valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée.

La Société a effectué un test de dépréciation au 30 avril 2017 afin de déterminer si la valeur comptable des marques de commerce était supérieure à leur valeur recouvrable. À la suite de ce test, la Société n'a relevé aucune dépréciation de ses marques de commerce, qui totalisent 4 717 \$ au 30 avril 2017.

La valeur recouvrable est déterminée en fonction de la valeur d'utilité au moyen d'un modèle de flux de trésorerie actualisés. La Société établit des prévisions de flux de trésorerie d'après les budgets annuels approuvés les plus récents et d'après les plans triennaux des activités pertinentes. Les prévisions de flux de trésorerie tiennent compte du risque lié à chaque actif, ainsi que des indicateurs économiques les plus récents. Les prévisions de flux de trésorerie pour une période supérieure à trois ans sont extrapolées selon des taux de croissance nuls. Les prévisions de flux de trésorerie utilisées tiennent également compte des incidences liées à la mise en œuvre de la stratégie intégrée de la Société en matière de distribution et de marque qui vise à déployer davantage la marque Transat, et ainsi diminuer l'utilisation certaines marques de commerce détenues par la Société.

Au 30 avril 2017, les taux d'actualisation après impôts utilisés pour les tests de dépréciation des marques de commerce se situent entre 10,3 % et 18,0 % [entre 10,3 % et 18,0 % au 30 avril 2016].

Le 30 avril 2017, si le taux d'actualisation après impôts utilisé pour les tests de dépréciation avait été supérieur de 1 %, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, aucune charge de dépréciation n'aurait été requise.

Le 30 avril 2017, si les flux de trésorerie utilisés pour les tests de dépréciation avaient été inférieurs de 10 %, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, aucune charge de dépréciation n'aurait été requise.

Note 8 PLACEMENTS

La variation de la participation de 35% dans une entreprise associée, Caribbean Investments B.V. [« CIBV »], et la variation de la participation de 50% dans une coentreprise, Desarrollo, se présentent comme suit :

	CIBV	Desarrollo	Total
	\$	\$	\$
Solde au 31 octobre 2016	97 668	—	97 668
Acquisition	—	13 425	13 425
Quote-part du résultat net	9 353	93	9 446
Écart de conversion	2 084	243	2 327
Solde au 30 avril 2017	109 105	13 761	122 866

Les placements ont été convertis au taux CAD/USD de 1,3665 au 30 avril 2017 [1,3403 au 31 octobre 2016].

Note 9 PROVISION POUR REMISE EN ÉTAT DES AÉRONEFS LOUÉS

La provision pour remise en état des aéronefs loués est liée à l'obligation d'entretien des aéronefs loués et aux pièces de rechange utilisées par le transporteur aérien de la Société dans le cadre des contrats de location simple. La variation de la provision pour remise en état des aéronefs loués pour le trimestre clos le 30 avril se détaille comme suit :

	\$
Solde au 31 octobre 2016	40 861
Provisions supplémentaires	4 083
Montants imputés à la provision	(2 379)
Solde au 31 janvier 2017	42 565
Provisions supplémentaires	7 132
Montants imputés à la provision	(2 982)
Solde au 30 avril 2017	46 715
Provisions courantes	32 074
Provisions non courantes	14 641
Solde au 30 avril 2017	46 715

Note 10 DETTE A LONG TERME

La Société dispose d'une entente de crédit à terme rotatif de 50 000 \$ pour les fins de ses opérations. Selon l'entente, qui vient à échéance en 2020, la Société peut augmenter le montant du crédit jusqu'à 100 000 \$, avec l'approbation des prêteurs. L'entente peut être prolongée d'un an à chaque date d'anniversaire sous l'approbation des prêteurs et devient immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de l'entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant l'universalité des actifs, présents et futurs, des filiales canadiennes de la Société, et ce sous réserve de certaines exceptions, et est aussi garantie par le nantissement de certaines valeurs mobilières des principales filiales européennes. Le crédit porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime. Selon les termes des ententes, la Société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Au 30 avril 2017, tous les ratios et critères financiers étaient respectés et la facilité de crédit n'était pas utilisée.

La Société dispose également, aux fins d'émission de lettres de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 75 000 \$ renouvelable annuellement, pour lequel la Société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 100 % du montant des lettres de crédit émises. Au 30 avril 2017, un montant de 55 093 \$ était utilisé [66 220 \$ au 31 octobre 2016] dont 50 100 \$ pour garantir les obligations relatives aux ententes de retraite à prestations définies de membres de la haute direction; cette lettre de crédit irrévocable est détenue par un tiers fiduciaire. Dans l'éventualité d'un changement de contrôle, la lettre de crédit émise pour garantir les obligations relatives aux ententes de retraite à prestations définies de membres de la haute direction sera levée.

Note 11 AUTRES PASSIFS

	Au 30 avril 2017	Au 31 octobre 2016
	\$	\$
Avantages du personnel	41 349	40 400
Avantages incitatifs reportés	21 895	22 611
Participations ne donnant pas le contrôle	27 615	29 984
	90 859	92 995
Moins les participations ne donnant pas le contrôle incluses dans les Fournisseurs et autres créditeurs	—	(4 984)
	90 859	88 011

Note 12 CAPITAUX PROPRES

CAPITAL-ACTIONS AUTORISÉ

ACTIONS À DROIT DE VOTE VARIABLE DE CATÉGORIE A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [«actions de catégorie A»], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la Loi sur les transports au Canada [«LTC»], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC), ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée excède 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du total des droits de vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la Société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune autre démarche de la part de la Société ou du porteur, si i) l'action de catégorie A est ou devient détenue ou contrôlée par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

ACTIONS À DROIT DE VOTE DE CATÉGORIE B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [«actions de catégorie B»], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la Société. Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune autre démarche de la part de la Société ou du porteur, si l'action de catégorie B est ou devient détenue ou contrôlée par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

CAPITAL-ACTIONS ÉMIS ET EN CIRCULATION

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

	Nombre d'actions	\$
Solde au 31 octobre 2015	37 590 747	218 134
Émission de la trésorerie	83 293	561
Exercice d'options	59 890	577
Rachat et annulation d'actions	(978 831)	(5 680)
Solde au 30 avril 2016	36 755 099	213 592
Émission de la trésorerie	104 066	658
Solde au 31 octobre 2016	36 859 165	214 250
Émission de la trésorerie	110 555	552
Solde au 30 avril 2017	36 969 720	214 802

Le 4 mars 2016, la Société a complété son programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités d'une durée de 12 mois lancé le 10 avril 2015; la Société a racheté jusqu'à cette date un total de 2 274 921 actions de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 16 531 \$. Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2016, la Société a racheté 286 431 actions de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 2 167 \$. Au cours du semestre terminé le 30 avril 2016, la Société a racheté 978 831 actions de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 7 107 \$.

Au 30 avril 2017, le nombre d'actions de catégorie A et de catégorie B s'élevait respectivement à 2 470 014 et à 34 499 706 [2 476 020 et à 34 383 145 au 31 octobre 2016].

OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au 31 octobre 2016	2 611 891	11,94
Annulées	(317 921)	11,26
Solde au 30 avril 2017	2 293 970	12,04
Options pouvant être exercées au 30 avril 2017	2 082 402	12,21

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action et le résultat dilué par action ont été calculés comme suit :

	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2017	2016	2017	2016
[en milliers, sauf les montants par action]	\$	\$	\$	\$
NUMÉRATEUR				
Résultat net attribuable aux actionnaires	(8 354)	(24 952)	(40 427)	(86 107)
Résultat net lié aux activités abandonnées	—	381	—	(7 380)
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actionnaires	(8 354)	(25 333)	(40 427)	(78 727)
DÉNOMINATEUR				
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions en circulation	36 937	36 736	36 909	36 999
Effet des titres dilutifs				
Options d'achat d'actions	—	—	—	—
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du résultat dilué par action	36 937	36 736	36 909	36 999
Résultat par action				
De base	(0,23)	(0,68)	(1,10)	(2,33)
Dilué	(0,23)	(0,68)	(1,10)	(2,33)
Résultat par action tiré des activités poursuivies				
De base	(0,23)	(0,69)	(1,10)	(2,13)
Dilué	(0,23)	(0,69)	(1,10)	(2,13)

Étant donnée la perte enregistrée au cours des trimestres et des semestres clos les 30 avril 2017 et 2016, les 2 293 970 et 2 663 029 options d'achat d'actions en circulation, respectivement, ont été exclues du calcul en raison de leur effet antidilutif.

Note 13 GARANTIES

Dans le cours normal de ses affaires, la Société a conclu des ententes, dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des opérations, telles que des contrats de location simple, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la Société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements, tels que la non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, la perte ou l'endommagement de biens, les réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et le passif environnemental.

Les notes 5, 7, 16, 23, 24 et 25 des états financiers de l'exercice terminé le 31 octobre 2016 fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la Société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les contrats de telle sorte que la Société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser à ses bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la Société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la Société et ses filiales sont protégées par une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

CONTRATS DE CAUTIONNEMENT

La Société a signé des contrats de cautionnement avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces contrats de cautionnement, la Société garantit le paiement de certains services rendus qu'elle s'est engagée à payer. Ces contrats sont généralement émis pour un an et sont renouvelables.

La Société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients, à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la Société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 30 avril 2017, le montant total de ces garanties non gagées par des dépôts s'élevait à 725 \$. Il ne s'est jamais produit que la Société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes. Au 30 avril 2017, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

FACILITÉ DE CRÉDIT IRRÉVOCABLE NON GAGÉE PAR DES DÉPÔTS

La Société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement en février au montant de 35 000 \$. En vertu de cette entente, la Société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 30 avril 2017, un montant de 26 915 \$ était utilisé en vertu de cette facilité.

Note 14 INFORMATIONS SECTORIELLES

La Société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur opérationnel, à savoir les voyages vacances. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la Société exerce ses activités poursuivies principalement en Amérique. Le produit des activités ordinaires ainsi que les actifs non courant hors Amérique ne sont pas significatifs. Ainsi, les états consolidés des résultats et les états consolidés de la situation financière incluent toutes les informations requises.

